



Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché

– Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie

– Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

Désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

1 rue Barbier du Mets

75013, PARIS

Téléphone : 0144085200

SIRET : 939106274 00011

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Commun à tous les lots

**TRAVAUX DE RESTAURATION ET TRANSFORMATION EN CHAUFFERIE DU
BATIMENT C ET CREATION D UNE CHAUFFERIE BIOMASSE**

**MUSEE NATIONAL ADRIEN DUBOUCHE / MANUFACTURES NATIONALES –
SEVRES ET MOBILIER NATIONAL**

Marché n° 2025-MAPA-34

SOMMAIRE

Article 1- IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES.....	6
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	6
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier National.....	6
1.3 Précision terminologique.....	6
Article 2- OBJET ET FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	6
2.1 Objet du marché	6
2.2 Allotissement	7
2.3 Forme du marché	7
2.4 Durée du marché.....	7
2.5 Suivi des calendriers	7
2.6 Reconduction.....	8
2.7 Délais d'exécution.....	8
2.8 Prolongation du délai d'exécution.....	8
2.9 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	8
2.10 Fractionnement des prestations.....	9
2.11 Forme des notifications et informations au titulaire	9
2.12 Réalisation de prestations similaires	9
Article 3- LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	9
Article 4- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4.1 Représentation des parties	10
4.1.1 Représentation du maître d'ouvrage	10
4.1.2 Représentation du titulaire.....	10
4.2 Conditions d'exécution.....	10
4.2.1 Remplacement des intervenants.....	10
4.2.2 Les exigences relatives aux prestations	11
Article 5- SOUS-TRAITANCE.....	13
Article 6- MONTANT DU MARCHÉ – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX.....	14
6.1 Forme et contenu des prix	14
6.2 Variation des prix	16
6.2.1 Taux de TVA	17
6.2.2 Monnaie	17
6.2.3 Travaux supplémentaires ou modificatifs.....	17
6.2.4 Augmentation et diminution dans la masse des travaux.....	17

Article 7 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	18
7.1 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	18
7.2 Avances	18
Article 8 - REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	19
8.1 Modalités de règlement du prix	19
8.2 Intérêts moratoires	19
8.3 Modalités de facturation	19
8.3.1 Demandes de paiement d'acompte	19
8.3.2 Demande de paiement finale.....	20
8.3.3 Règlements en cas de cotraitants.....	20
8.3.4 Règlement en cas de sous-traitance.....	20
8.4 Mentions obligatoires	21
8.5 Modalités de facturation	21
8.6 Transmission des factures.....	22
Article 9 - PENALITES ET RECOUVREMENTS.....	22
9.1 Pénalités	22
9.1.1 Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents	22
9.1.2 Pénalités dans l'exécution des travaux	22
9.1.3 Respect des consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène	23
9.1.4 Retard et absence aux réunions de chantier.....	23
9.1.5 Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur.....	23
9.1.6 Production des documents visés aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail.....	23
9.1.7 Production des attestations d'assurance	23
9.1.8 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	23
9.1.9 Délais et retard dans la remise des documents fournis après exécution	23
9.1.10 Retard dans la levée des réserves à la réception	24
9.1.11 Retard dans la reprise des désordres apparus durant la période de garantie de parfait achèvement	24
9.1.12 Réfections pour imperfections techniques	24
9.1.13 Gestion des déchets.....	24
9.1.14 Pénalité particulière.....	24
9.1.15 Plafonnement des pénalités	24
9.1.16 Seuil d'exonération des pénalités.....	24
Article 10 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	24
10.1 Obligation de conseil.....	24
10.2 Obligation d'information.....	25

10.3	Mesures de sécurité	25
10.4	Responsabilité du titulaire.....	25
10.5	Considérations sociales	25
10.6	Considérations environnementales.....	25
10.7	Traitement des données à caractère personnel	25
10.8	Confidentialité et secret des affaires.....	26
10.9	Conflit d'intérêts	27
Article 11 -	PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	27
11.1	Provenance des matériaux et produit.....	27
11.2	Mise à disposition de lieux d'emprunt	27
11.3	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	27
11.4	Échantillons	28
Article 12 -	PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	28
12.1	Conditions générales d'exécution	28
12.2	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à exécution des travaux - Vérification préalable	29
12.3	Prise en charge des ouvrages existant et état des lieux.....	30
12.4	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	31
12.5	Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail.....	31
Article 13 -	CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	32
13.1	Réception.....	32
13.2	Documents fournis après exécution	32
13.3	Garanties.....	32
Article 14 -	ASSURANCES	32
14.1	Assurance de responsabilité civile professionnelle	32
14.2	Assurance de responsabilité civile décennale	33
14.3	Installations et engins de chantier.....	34
14.4	Dispositions diverses	34
Article 15 -	RESILIATION DU MARCHE	34
15.1	Dispositions diverses	Erreur ! Signet non défini.
15.2	Dispositions diverses	Erreur ! Signet non défini.
15.3	Dispositions diverses	Erreur ! Signet non défini.
15.4	Dispositions diverses	36
Article 16 -	CLAUSES DE REEXAMEN.....	36
16.1	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	36
16.2	Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	37
Article 17 -	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	37

Article 18- DISPOSITIONS DIVERSES38

18.1 Echanges dématérialisés.....38

18.2 Dispositions spéciales relatives à l’IMPI38

18.3 Autres obligations administratives38

Article 1 -

IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1

Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « le maître d'ouvrage ».

1.2

Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier National

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

1.3

Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

Article 2 - GENERALES

OBJET ET FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS

2.1

Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux de restauration et de transformation en chaufferie du bâtiment C ainsi que la création d'une chaudière biomasse pour le Musée national

Adrien Dubouché.

Lieu d'exécution : Musée national Adrien Dubouché, 87280, Limoges

2.2

Allotissement

Les prestations du présent marché sont alloties de la manière suivante :

Numéro de lot	Intitulé du lot
1	MACONNERIE – VRD
2	CHARPENTE
3	COUVERTURE – ZINGUERIE
4	MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE
5	MENUISERIES INTERIEURES
6	PLATRERIE – PEINTURE
7	CHAUFFAGE – ELECTRICITE - REGULATION
8	FUMISTERIE

2.3

Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire passé selon une procédure adaptée (article L. 2123-1 du code de la commande publique).

2.4

Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de l'opération (OS). Il est conclu jusqu'à la date de fin d'opération mentionnée dans l'OS.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Un planning prévisionnel d'exécution est fourni dans le dossier de consultation. Le planning définitif d'exécution sera arrêté à l'issue de la période de préparation et sera notifié aux titulaires par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire.

2.5

Suivi des calendriers

Le suivi des calendriers sera effectué par le maître d'œuvre systématiquement toutes les semaines.

De plus, le constat d'avancement du chantier se fera chaque semaine. Pour cela, le titulaire remettra à une échéance fixe qui sera déterminée pendant la période de préparation de chantier, deux (2)

exemplaires de la feuille hebdomadaire sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- Les avances ou retards constatés ;
- Les motifs des retards ;
- Les prévisions de rattrapage ;
- Les journées d'intempéries.

En cas de retard du titulaire de tâches sur le chemin critique, donc sans marge libre et décalant le délai de réception, le maître d'œuvre pourra à tout moment lui prescrire de définir dans le délai de sept (7) jours les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait à la demande du maître d'œuvre dans le délai susvisé, celui-ci pourra lui notifier un calendrier de rattrapage.

Dans les deux cas, le titulaire devra examiner en conséquence l'organisation de ses travaux. Les conséquences de ce remaniement seront aux frais du titulaire.

Les difficultés qu'il pourra rencontrer pour effectuer ce remaniement ne pourront, en aucun cas, justifier une demande de prolongation des délais, ni l'autoriser à présenter une réclamation basée sur ce chef.

2.6

Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

2.7

Délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de l'opération (OS). Il est conclu jusqu'à la date de fin d'opération mentionnée dans l'OS.

2.8

Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du maître d'ouvrage ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au maître d'ouvrage les faits, dans les quinze (15) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel.

Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze (15) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

2.9

Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

2.10

Fractionnement des prestations

Sans objet

2.11

Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Lettre par porteur avec récépissé du titulaire.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.12

Réalisation de prestations similaires

Le présent marché ne fait l'objet d'aucune réalisation de prestations similaires.

Article 3 -

LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Le présent marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ci-dessous dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - Annexe n° 1 : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), étant précisé que la DPGF ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix servant au règlement des acomptes mensuels et, le cas échéant, de prestations supplémentaires commandées par le pouvoir adjudicateur. Elle ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages à exécuter par le titulaire ;
 - Annexe n° 2 : le ou les actes spéciaux de sous-traitance (le cas échéant).
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les plans et schémas ;
- l'extrait du règlement intérieur de l'établissement public Cité de la céramique – Sèvres & Limoges ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1er avril 2021), consultable sur Légifrance ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux travaux, objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP), et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP ;
- Le plan de prévention ;
- Les ordres de service ;
- Le cadre de réponse technique complété par le titulaire.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Article 4 -

MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1

Représentation des parties

4.1.1

Représentation du maître d'ouvrage

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

4.1.2

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur désigné.

4.2

Conditions d'exécution

4.2.1

Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai le maître d'ouvrage. Dans les trente (30) jours suivants cette notification au maître d'ouvrage, le titulaire doit communiquer au maître d'ouvrage le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si le maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, le maître d'ouvrage récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par le maître d'ouvrage, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

4.2.2

Les exigences relatives aux prestations

Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L.4211-1 et L.4211-2, L.4531-1 à L.4531-3, L.4532-1 à L.4532-18 et R.4532-1 à R.4533-7 du Code du travail.

A) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier par l'impasse Palissy dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

B) Le Plan de prévention

Le chantier est soumis à la mise en place d'un Plan de prévention. Ce dernier sera transmis au titulaire pendant la période de préparation.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux titulaires de les répercuter.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du Plan de prévention peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux, sans préjudice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

- **Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'ouvrage un registre de chantier.

- **Nettoyage de chantier**

Indépendamment de l'évacuation quotidienne des matériels, le titulaire doit le maintien permanent en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire de son emprise de chantier. Outre le nettoyage de chantier et la remise en état des emplacements des installations, le titulaire devra veiller au nettoyage définitif des surfaces terminées avant réception.

- **Obligations relatives au personnel**

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du maître d'ouvrage les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du site. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux du site sans exception ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments du site ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- Interdiction de se déplacer seul à l'intérieur du musée.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG/Travaux.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG/Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier. Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG/Travaux dans un délai de sept (7) jours.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité visée à l'article 9.1 du présent CCAP.

- **Réunion de chantier hebdomadaire**

Une réunion de chantier aura lieu toutes les semaines. Les dates et heures de réunion de chantier seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

Le pouvoir adjudicateur, en fonction des sujets abordés, en dresse le compte-rendu et le notifie au titulaire. Les comptes rendus relatent notamment les sujets abordés, les observations éventuelles et les décisions prises lors de ces réunions. Le titulaire s'oblige à tenir compte des observations du pouvoir adjudicateur et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du titulaire sur celui-ci, dans un délai de cinq (5) jours à compter de l'envoi dudit compte-rendu (par mail et le cas échéant par courrier), les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

- **Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**

En complément de l'article 35 du CCAG/Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du pouvoir adjudicateur en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Article 5 -

SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> des marches-publics)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

- Par dérogation à l'article 3.6.1.5 CCAG/Travaux, à défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité journalière de cent **(100)** EUR HT par jour de retard

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le maître d'ouvrage.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au maître d'ouvrage (contre récépissé ou lettre recommandée).

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du maître d'ouvrage gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Article 6 - VARIATION DES PRIX

MONTANT DU MARCHE – CONTENU DES PRIX –

6.1

Forme et contenu des prix

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement (Annexe n°1).

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux, telles que visées à l'article 9.1 du CCAG/Travaux.

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- des prestations, telles que décrites dans le CCTP ;
- de la législation du travail ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements classés E.R.P., monuments historiques, etc. ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés par le titulaire ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures ;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis, notamment tous les dispositifs de fixation ;
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avéreraient nécessaires à l'exécution des

- ouvrages dans les règles de l'art ;
- des frais de transports ;
- des frais d'études nécessaires à l'exécution des travaux et à soumettre au maître d'œuvre ;
- de la pose et de l'entretien des panneaux de chantier, le cas échéant ;
- des intempéries, dans les conditions fixées à l'article 2.5 du présent CCAP ;
- des frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par le titulaire ;
- des dépenses liées à la gestion, à l'évacuation au tri et au traitement des déchets, y compris les déchets dangereux ;
- des démarches et de la délivrance des autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées ;
- de la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou en dehors des jours normalement ouvrés) ;
- de toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.
- de tous les frais relatifs à la main d'œuvre, au matériel, aux transports quels qu'ils soient ;
- de tous les frais de déplacement, de restauration, de stationnement et d'hébergement des personnels du titulaire ;
- de tous les frais liés aux conditions d'exécution décrites à l'article 4.2 du présent CCAP ;
- de tous les frais généraux, faux-frais, aléas bénéfiques ;
- de tous les frais inhérents à l'hygiène et à la sécurité ;
- de toutes les sujétions liées aux nuisances sonores, vibratoires et poussières ;
- de tous les frais d'installation, de clôture du chantier, de nettoyage et de remise en état des abords après les travaux ;
- de tous les frais de réalisation de tous relevés, dessins, diagnostics ou études complémentaires jugés nécessaires par le titulaire ;
- de tous les frais de transport, de levage et de manutention à l'intérieur et à l'extérieur du chantier ;
- de tous les frais liés à l'élaboration et à la transmission des documents d'exécution ;
- de tous les frais liés à la mise en stockage provisoire dans les locaux du titulaire ou/et dans un lieu défini par le pouvoir adjudicateur, avant déballage et mise en place définitive
- de tous les frais liés à la pose, dépose et à l'évacuation des protections à la fin du chantier ;
- de tous les frais résultants des demandes et observations du maître d'œuvre concernant notamment la reprise de plans ;
- de toutes les sujétions liées aux difficultés d'approvisionnement et de stockage sur site ;
- de tous les frais d'élaboration, d'établissement et de reproduction du dossier des ouvrages exécutés ;
- de tous les frais relatifs aux trous, scellements et calfeutrements nécessaires à la réalisation des ouvrages ;
- le cas échéant, les frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons tels que prévus dans le CCTP ;
- des sujétions étant susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état.

En complément de l'article 9.1 du CCAG/Travaux, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix du marché :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses

résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances. La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

6.2

Variation des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre initiale ou, en cas de négociation, de l'offre finale.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po [0,125 + 0,875 (Im/Io)]$$

Dans laquelle :

P=prix révisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

Io=valeur de l'indice/index en vigueur au mois Mo

Im = valeur de l'indice/index à la date de réalisation de la prestation.

Tableau des indices par lot :

Numéro de lot	Intitulé du lot	Indice de référence
1	MACONNERIE – VRD	I = 0.2 BT03 + 0.8 BT06
2	CHARPENTE	I = BT16b
3	COUVERTURE – ZINGUERIE	I = BT34
4	MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE	I = BT19b
5	MENUISERIES INTERIEURES	I = BT18
6	PLATRERIE – PEINTURE	I = 0.4 BT08 + 0.6 BT46
7	CHAUFFAGE – ELECTRICITE - REGULATION	I = 0.7 BT40 + 0.3 BT47
8	FUMISTERIE	I = BT01

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application du premier alinéa de l'article 117 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de

réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

6.2.1

Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

6.2.2

Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

6.2.3

Travaux supplémentaires ou modificatifs

Par dérogation aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG/Travaux, l'ordre de service ayant pour objet des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, fixe le délai maximum dans lequel le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre son devis. Ce dernier devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans la DPGF.

Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG/Travaux, l'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du devis par le maître d'œuvre. Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'œuvre pourra établir un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG/Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires fixés par ordre de service si, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un état supplémentaire de prix forfaitaires, signé des deux parties.

6.2.4

Augmentation et diminution dans la masse des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG/Travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur, deux (2) mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG/Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le représentant du pouvoir adjudicateur peut soit conclure un avenant avec le titulaire, soit notifier au titulaire une décision de poursuivre les travaux. La décision de poursuivre les travaux fixe le nouveau montant des travaux. Le titulaire est alors tenu d'exécuter les travaux à hauteur du montant des travaux fixé par la décision. Le dépassement du nouveau montant des travaux donne lieu à la même procédure que celle définie dans le présent article pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG/Travaux, et après notification d'une décision de poursuivre, le titulaire ne peut s'opposer à l'exécution de travaux, de l'espèce définie au 1er alinéa de l'article 15.2.2 du CCAG/Travaux, prescrits par ordre de service que s'il établit que le montant cumulé des travaux prescrits depuis la notification de la décision de poursuivre excède le dixième du montant des travaux fixés par la décision.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG/Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des travaux.

Par dérogation aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG/Travaux, il est précisé que l'augmentation ou la diminution limite au-delà de laquelle le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice éventuellement subi est portée à quinze pour cent (15%) du montant contractuel des travaux.

Article 7 -

CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

7.1 assignataire(s)

Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s)

Une retenue de garantie de **5 %** est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse du maître d'ouvrage, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par le maître d'ouvrage, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que trente (30) jours après la date de la levée effective de ces réserves.

7.2

Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché (Ordre de Service de démarrage de l'opération).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Article 8 -

REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

8.1

Modalités de règlement du prix

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG/Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le versement de ces acomptes n'a qu'un caractère provisoire et ne saurait affecter les opérations de vérification ou de réception définitive des prestations.

8.2

Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

8.3

Modalités de facturation

8.3.1

Demandes de paiement d'acompte

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG/Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur (au plus tard lors du règlement de l'acompte) si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

8.3.2

Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 10.3 du CCAG/Travaux,
- Date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG/Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux et qu'en l'absence de notification du décompte général par le pouvoir adjudicateur dans un délai de trente (30) jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves, par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- Trente (30) jours à compter de la levée de la dernière des réserves ;
- Trente (30) jours à compter du règlement définitif du nouveau marché.

8.3.3

Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

8.3.4

Règlement en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG/Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui. Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire. En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les quinze (15) jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique

8.4

Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le numéro de l'acompte ;
- la date effective de réalisation des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- le prix forfaitaire hors taxes des prestations et travaux réalisés ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de l'ordre de service ;

Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

8.5

Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le maître d'ouvrage.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des

membres du groupement ou du mandataire.

8.6

Transmission des factures

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- **Rubrique destinataire de la facture :**

Le destinataire est-il l'Etat : non

Siret : 939 106 274 00011

Raison sociale : Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Code service : Limoges

Libellé service : sans objet

- **Rubrique références :**

Numéro d'engagement : information obligatoire transmis à la notification du marché

Numéro du marché : information obligatoire transmis à la notification du marché

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Article 9 -

PENALITES ET RECOUVREMENTS

9.1

Pénalités

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

9.1.1

[Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents](#)

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces prévues au cours de la période de préparation, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard et par document est fixé à **cent (100,00) euros**.

9.1.2

[Pénalités dans l'exécution des travaux](#)

En cas de dépassement du délai d'exécution des travaux propre à chaque lot, il sera fait application d'une pénalité de **cent (100,00) euros** par jour de retard constaté. Ces stipulations s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

9.1.3

Respect des consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène

Tout manquement ou infraction aux stipulations du CCAP, du plan de prévention et/ou au CCAG/Travaux, relative à la sûreté, la sécurité et l'hygiène, entraînera l'application d'une pénalité de **deux cent (200,00) euros par manquement et/ou par jour de retard constaté** par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

9.1.4

Retard et absence aux réunions de chantier

L'absence ou le retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité **cent (100,00) euros par absence ou retard constaté**.

9.1.5

Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 3 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande. Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire est fixé à quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. **Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG/Travaux**, en cas de retard dans la remise de ces documents, il sera appliqué une pénalité de **cent (100,00) euros par jour de retard constaté**.

9.1.6

Production des documents visés aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire produira les documents visés 1.1.1 aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail. Une pénalité journalière de **deux cent (200,00) euros** sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

9.1.7

Production des attestations d'assurance

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **cent (100,00) euros par jour de retard**.

9.1.8

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations du chantier et à la remise en état des lieux. Conformément à l'article 37.1 du CCAG/Travaux, les matériels et matériaux sans emploi seront dégagés au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, ces prestations seront exécutées aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité fixée à **deux cent (200,00) euros par jour de retard constaté**.

9.1.9

Délais et retard dans la remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt la pénalité de **deux cent (200,00) euros par jour de retard**.

9.1.10

Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG/Travaux, le titulaire la pénalité de **deux cent (200,00) euros par jour de retard par réserve non levée.**

9.1.11

Retard dans la reprise des désordres apparus durant la période de garantie de parfait achèvement

Chaque constat de désordre apparu après réception, durant la période de garantie de parfait achèvement ou sa prolongation par le pouvoir adjudicateur, si nécessaire, fera l'objet d'une notification au titulaire, fixant un délai maximum pour remédier au désordre. En cas de dépassement de ce délai, il sera appliqué une pénalité **de deux cent (200,00) euros par jour de retard et par désordre constaté.**

9.1.12

Réfections pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relevé de l'article 41.7 du CCAG/Travaux feront l'objet d'une réfection provisoire du montant hors T.V.A. des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la DPGF et des sous détails des prix.

9.1.13

Gestion des déchets

Par dérogation à l'article 36.2 du CCAG/Travaux, si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG/Travaux et d'une pénalité de **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire** jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.

9.1.14

Pénalité particulière

En cas de non-respect des dispositions du cadre de réponse technique, le pouvoir adjudicateur appliquera au titulaire une pénalité de **cent euros (100,00 €) par manquement constaté.**

9.1.15

Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

9.1.16

Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités se cumulent entre elles.

Article 10 -

OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1

Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dérèglements, dysfonctionnements ou dangers** potentiels au titre de ses prestations. Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire

ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.2

Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.3

Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

10.4

Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10.5

Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

10.6

Considérations environnementales

Le présent marché ne comprend pas de considérations environnementales.

10.7

Traitement des données à caractère personnel

Le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent marché public s'engage(nt) à effectuer pour le compte du maître d'ouvrage les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi

n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est le maître d'ouvrage et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 15 mois

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : exécution du marché

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : coordonnées postales et bancaires

Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/Travaux.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du présent marché.

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du pouvoir adjudicateur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à de fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, est interdite.

Le titulaire devra veiller à ce que l'ensemble des intervenants opérant sous ses ordres respecte ces règles fondamentales.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 15.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du code pénal et de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

10.8

Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 11 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Les marques et références dans le CCTP sont données à titre indicatif. Elles présentent un niveau de technicité minimum à atteindre. Le matériel proposé par le titulaire devra être techniquement équivalent.

11.1

Provenance des matériaux et produit

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

11.2

Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition du titulaire.

11.3 des matériaux et produits

Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG/Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG. Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le pouvoir adjudicateur, à la charge du titulaire.

Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes. Les vérifications et surveillance sont réalisées par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le pouvoir adjudicateur, à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/Travaux, le pouvoir adjudicateur sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le pouvoir adjudicateur.

11.4

Échantillons

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés au CCTP.

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque le CCTP prévoit des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits au CCTP appartiendra au maître d'œuvre. En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par le maître d'œuvre pour permettre le respect des dates fixées au calendrier. Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 9.1.2 du présent CCAP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

Article 12 - TRAVAUX

PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES

12.1

Conditions générales d'exécution

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu sur un site en activité, et contraint par d'autres opérations de travaux. Toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur du site, afin d'éviter toutes perturbations.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.
- d) la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations.
- e) la bonne maîtrise de l'ensemble des nuisances de chantier, afin d'éviter toute plainte des riverains tiers.

f) le strict respect, à tout moment, des consignes et recommandations formulées soit par les services du maître d'ouvrage, soit par la maîtrise d'œuvre, notamment en vue d'empêcher toute intrusion et d'assurer la sécurité et la sûreté des lieux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.).
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.).
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte du chantier.
- État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

12.2 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérification préalable

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- 1) Pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- 2) Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- 3) Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges, etc.).
- 4) Contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services municipaux, Service des Eaux, Gaz de France, Électricité, Télécom, etc.).

L'ensemble des plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constitue le dossier de consultation des entreprises. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge du titulaire, ainsi que toutes les études d'exécution.

Le titulaire doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. Le titulaire doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution.

Tous les documents graphiques et écrits non joints au DCE mais nécessaires à la réalisation des travaux (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier, etc.) sont à la charge du titulaire.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

12.3

Prise en charge des ouvrages existant et état des lieux

Des constatations contradictoires concernant les lieux et locaux où seront réalisés les travaux seront effectuées préalablement au démarrage des travaux et à l'issue de ces derniers.

Les opérations de constat relatif à l'état des locaux ainsi que les constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution peuvent être faites sur la demande, soit du titulaire, soit du représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

A) Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

B) Le représentant du pouvoir adjudicateur fixe la date des constatations lorsque la demande est présentée par le titulaire. Cette date ne peut être postérieure de plus de huit (8) jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le représentant du pouvoir adjudicateur contradictoirement avec le titulaire. Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au représentant du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

C) Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut, et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du représentant du pouvoir adjudicateur relative à ces prestations.

D) Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas opéré les constatations contradictoires prévues ci-avant dans les huit (8) jours de la demande qui lui a été faite, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur. Celui-ci notifie au titulaire la date des constatations. Il l'informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations, et assisté, s'il le juge utile, d'un expert.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour se prémunir de toute dégradation des ouvrages existants (cloisons, vitrages, habillages, appareils d'éclairage, sols, équipements divers, etc.). En cas de dégradations constatées à l'issue de l'intervention du titulaire, celui-ci s'engage à assurer à ses frais la remise en état des ouvrages dégradés.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, il est fixé une période de préparation de trente (30) jours. Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation. Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG/Travaux à la diligence respective du maître d'œuvre et du titulaire.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG/Travaux comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, un plan de phasage général, un plan de circulation par phase, les fiches de contrôle des matériels et matériaux, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG/Travaux. L'ensemble des pièces devra être remis au représentant du pouvoir adjudicateur sous format « .pdf » pour ce qui concerne les documents écrits, et sous format « .autocad » et « .pdf » pour les plans.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG/Travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans les quinze (15) jours qui suivent la date de démarrage de la période de préparation. L'absence de remise du plan de prévention fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG/Travaux, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de sept (7) jours à compter de leur réception.

À l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article 9.1.1 du présent CCAP.

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages. Les études d'exécution seront donc réalisées par le titulaire. Ces études seront soumises au maître d'œuvre pour visa préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG/Travaux. Ces documents seront fournis en trois (3) exemplaires dont un sur support en permettant la reproduction. Ils seront remis également sur support informatique (CD, DVD, autres).

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

En complément de l'article 29.1.3 du CCAG/Travaux, il est précisé que le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Autres obligations du titulaire :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.

Les documents établis par le titulaire ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le calendrier des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

Article 13 -

CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1

Réception

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG/Travaux.

La date de réception sera unique, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage. Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de la vérification des performances ou rendements obtenus.

13.2

Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours après la réception des travaux les éléments constitutifs du DOE.

13.3

Garanties

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG/Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Article 14 -

ASSURANCES

14.1

Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non

causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 9.1 du présent CCAP. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

A - RC en cours travaux

Second-œuvre et lots techniques (montant de garantie par sinistre)

- dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : 4,5 millions €
- immatériels purs ou non consécutifs : 1,5 millions €

B - RC après travaux

Le titulaire doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 millions € par année d'assurance.

C - Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire, ou chacun des cotraitants, devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur, et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelés ou non) soient en conformité avec les prescriptions réglementaires. En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le titulaire, ou chaque cotraitant, s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

14.2

Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et

mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du pouvoir adjudicateur avant signature du marché, soit dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux. Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance. Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non traditionnelles ou non agréées par les assureurs sans avoir obtenu préalablement l'avis favorable du maître d'œuvre. A défaut, les surprimes qui en résulteraient seraient à la charge du titulaire.

14.3

Installations et engins de chantier

Le titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

Il s'assurera aussi pour les risques en cours de transport étant bien précisé ici que la clause 50/50 sera appliquée en cas de dommages constatés après livraison sur le site lors du déballage entre son assureur "transport" et ceux auprès desquels le représentant du pouvoir adjudicateur aura souscrit ses assurances.

14.4

Dispositions diverses

14.4.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

14.4.2 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, et des fournisseurs. L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

Article 15 -

RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions des articles 49 à 54 du CCAG/Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

15.1

Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article **50 du CCAG/Travaux, et par dérogation à cet article**, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée au titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 50.4 du CCAG/Travaux. Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité due susmentionnée, l'article R.2191-31 du code de la commande publique s'applique de plein droit.

15.2

Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG/Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **En complément à l'article 50.3 du CCAG/Travaux**, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG/Travaux**, à huit (8) jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par tout moyen prévu à l'article 15 du présent CCAP.
- En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 12.1 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG/Travaux**, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le présent marché pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.
- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché (notamment les frais de publicité), après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

15.3

Abattement applicable en cas de résiliation du marché

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG/Travaux, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire, et réceptionnées par le pouvoir adjudicateur, sera rémunérée avec un abattement de cinq pour cent (5%). Toutefois, dans le cas de résiliation suite décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les travaux seront réglés sans abattement.

15.4

Cas de force majeure

Aucune des parties n'est tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre partie par suite de manquement ou retard dans l'exécution totale ou partielle de ses obligations au titre du présent marché, pour autant que cette défaillance ait pour origine ou résulte d'un cas de force majeure tel que défini par la jurisprudence française.

La partie invoquant un cas de force majeure en informe l'autre partie immédiatement par tout moyen visé au présent CCAP, dès qu'elle apprend la survenance de cet événement en fournissant toutes les preuves nécessaires et en expliquant la nature de la force majeure, en indiquant sa durée prévisible et en informant l'autre partie des mesures prises ou envisagées pour mettre fin à ce cas de force majeure. Elle doit également informer l'autre partie immédiatement et par tout moyen visé au présent CCAP, de la fin du cas de force majeure. L'autre partie a le droit de vérifier et de contrôler la réalité des faits allégués.

Les parties s'efforcent de trouver, d'un commun accord, une solution aux difficultés causées par le cas de force majeure. En l'absence d'accord entre les parties et dans le cas où l'événement de force majeure durerait depuis plus de quinze (15) jours, chacune des parties aura le droit de résilier le présent marché en totalité et automatiquement, moyennant avis adressé à l'autre Partie par tout moyen visé au présent CCAP, et sans qu'aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne soit due à l'autre partie.

Article 16 -

CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

16.1

en cours d'exécution

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Liquidation judiciaire,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et

financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du marché. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

16.2 **d'exécution**

Remplacement du mandataire du groupement en cours

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

Article 17 -

LITIGES ET CONTENTIEUX

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Limoges.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/Travaux, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel le titulaire se voit opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Article 18 -

DISPOSITIONS DIVERSES

18.1

Echanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par les adresses électroniques mentionnées dans les documents particuliers du marché permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent : par messagerie électronique.

18.2

Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

Sans objet

18.3

Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire

- Mise contre récépissé daté,
- Échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception),
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si le maître d'ouvrage en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Article 19 -

Dérogations au CCAG Travaux

Les dérogations au CCAG Travaux sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-Travaux
Article 4.2.2	Articles 53.1.1 et 28.5
Article 5	Article 3.6.1.5
Article 6.2.3	Articles 13.1 13.4 et 13.5
Article 6.2.4	Article 14.4 14.4.3 14.2.2. 15.1 et 14.3
Article 8.3.1	Article 13.2.2
Article 8.3.2	Articles 12.3.2 12.4.4 et 12.4.2
Article 9.1.5	Article 3.6.1.5
Article 9.1.13	Article 36.2
Article 9.1.15	Article 19.2
Article 9.1.16	Article 19.2.1
Article 11.3	Article 38
Article 12.4	Articles 28.1 et 28.2.2
Article 12.5	Article 29.1.5
Article 15.1	Article 50
Article 15.2	Article 52.1
Article 17	Article 55.1.2

*** FIN DU DOCUMENT ***